

La naissance de l'État d'Israël et la *Nakba*

Si les Israéliens célèbrent en grande pompe le jour de leur indépendance le 14 mai 1948, c'est avec tristesse que les Palestiniens, et – en principe – les Arabes, se rappellent cette date fatidique de la Nakba (en arabe, catastrophe, désastre).

L'actualité du Moyen-Orient nous pousse à rappeler la genèse de ses États. Après avoir décrit la création du Liban et de l'Irak, la signature des accords d'Abraham (2020) entre deux États du Golfe – les Émirats arabes unis et le Bahreïn – et Israël, ainsi que le rôle joué par l'État hébreu sur l'échiquier régional, incitent à l'examen d'un événement central qui ne revêt pas le même sens selon les points de vue, l'indépendance d'Israël.

L'évocation de cette question particulièrement délicate déborde du simple cadre des belligérants de l'un des plus anciens conflits toujours en cours, car c'est toute la région qui en fut affectée

et qui l'est encore, d'une certaine manière, sur les plans pratiques, idéologiques, identitaires et religieux. Par ailleurs, au-delà des frontières de l'Orient, ce conflit trouve des échos, allant d'un appui empirique, tel celui apporté par les États-Unis à Israël, jusqu'à l'instrumentalisation idéologique de la cause palestinienne, comme au Venezuela.

Cet article se penche sur les conditions de la naissance de l'État d'Israël, dont les racines nous ramènent au XIX^e s.

Haskala, antisémitisme et sionisme

Amplement influencée par le mouvement des Lumières et fruit de l'émancipation

des juifs d'Europe à partir de la fin du XVIII^e s. avec l'apparition des États-Nations, la *Haskala*, (en hébreu, éducation), fut un courant d'idées qui visait la modernisation et la réforme des communautés juives en Europe occidentale. Née en Allemagne, elle prônait le changement de la condition sociale du juif, à travers l'assimilation, l'éducation et la productivité professionnelle. Elle mettait en avant la tolérance, l'utilisation des sciences profanes et des langues locales. Les religieux furent nombreux à rejeter ce courant, ce qui donna naissance au judaïsme orthodoxe.

À l'encontre de l'anti-judaïsme qui est de nature religieuse, l'antisémitisme est un phénomène laïque multiple qui se développe largement au XIX^e s. et qui manifeste une hostilité vis-à-vis des juifs, non seulement comme communauté religieuse, mais surtout comme groupe « ethnique » ou « racial ». Réaction à l'émancipation des juifs et aux droits citoyens qu'ils obtinrent progressivement en Europe, il se concrétisa par des violences morales et physiques (dont les pogroms), allant de la discrimination aux massacres, en passant par l'exclusion sociale et économique. Tout cela s'accompagna de la construction d'un imaginaire idéolo-

gique accusant les juifs de moult conspirations et construisant à leur égard des discours haineux. Les crimes nazis en furent le point culminant.

Le sionisme, réaction à cette situation et mouvement nationaliste pluriel, est une idéologie qui prône l'établissement d'un *foyer national juif* sur la « terre

d'Israël ». On en retrouve les prémices modernes dans les communautés juives de l'Europe centrale et orientale, influencées par la *Haskala* dans sa dimension juive identitaire et par le *Printemps des peuples* (1848) incitant les minorités à se définir à l'aune d'une appartenance territoriale, culturelle ou nationale, ce qui n'était pas le cas des juifs de l'Europe occidentale, en principe « assimilés ». Theodor Herzl (1860-1904), journaliste autrichien, auteur du célèbre ouvrage *Der Judenstaat* (l'État des Juifs) en 1896 et figure centrale du sionisme, en faisait partie et niait l'existence de l'antisémitisme. Ses lectures et l'affaire Dreyfus qu'il couvrit le ramenèrent

brusquement à la réalité, et il le considéra comme une « menace mortelle pour les Juifs de l'Europe entière ». La création d'un foyer national juif se présentait comme la solution au problème européen de l'antisémitisme : si les juifs quittaient les pays où ils étaient l'objet de tellement de haine, la

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020. En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

« question juive » s'en trouverait résolue, et les rapports entre les juifs et les autres s'apaiseraient. Pour réaliser son projet, il fonda le mouvement sioniste en 1897 et le Fonds pour l'implantation juive en 1899 qui avaient pour but l'achat de terres en Palestine en vue de la construction de l'État espéré.

Nahda et nationalisme arabe

Fortement influencée par les Lumières, la *Nahda* (réveil en arabe), Renaissance arabe (fin XVIII^e s.-moitié XX^e), est un mouvement réformateur et pluriel auquel les chrétiens participèrent activement. Voulant combler le retard avec l'Occident, il s'en inspira largement dans sa conception de la société et de l'homme, mettant en valeur les principes de laïcité, de droits de l'homme, de citoyenneté et d'État de droit. Notions qui étaient au cœur du débat de l'époque des *Tanzimat*, ère de réformes dans l'Empire ottoman (1839-1876).

Dans le sillage des réveils nationalistes du XIX^e s., le nationalisme arabe, conséquence politique de la *Nahda*, visait l'émancipation arabe de la tutelle ottomane. Chrétiens et musulmans lui donnèrent ses lettres de noblesse. Ainsi, le maronite Naguib Azouri (1873-1916) à travers son ouvrage : *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque* (1905), suggérait la création d'un État arabe indépendant de la Turquie, incluant les territoires arabes et gouverné par une monarchie constitutionnelle et libérale et un sultan arabe.

Ainsi, au début du XX^e s., ce sont deux nationalismes antagonistes, aux projets diamétralement opposés, qui se

retrouvent l'un face à l'autre en Palestine. Les Arabes rejetèrent véhémentement le sionisme, conçu comme un projet colonisateur et usurpateur de leur territoire. À ce sujet, Azoury écrit des lignes prémonitoires considérant que ces deux nationalismes « sont destinés à s'affronter sans relâche jusqu'à ce que l'un d'entre eux l'emporte. Le sort du monde entier dépendra de l'issue finale de cette lutte entre deux peuples représentant des principes opposés ».

Alya, constitution du yichouv et résistance palestinienne

Le projet sioniste étant mûr, il le fallait concrétiser par le déplacement de juifs en « terre d'Israël ». Ce mouvement migratoire prit le nom de *alya* (en hébreu, ascension, élévation). D'emblée, il faut en distinguer deux sortes. Anciennes, les *alyas* religieuses concernaient des individus ou des petits groupes qui avaient pour but de s'établir autour des lieux saints du judaïsme, à Jérusalem ou à Hébron par exemple. Laïques, politiques et sionistes, les six *alyas* qui eurent lieu ensuite entre 1882 et 1948 visaient la création d'un État juif, même si certains immigraient pour des motifs économiques ou fuyaient tout simplement les persécutions en Europe. Avant l'arrivée de la première *alya* laïque en 1882, la communauté juive de Palestine comptait 25 000 juifs religieux et apolitiques, les *harédim*, qui faisaient partie du tissu arabe local. On utilise l'expression « *ancien yichouv* » pour les désigner (*yichouv*, en hébreu, peuplement). Leurs relations avec les immigrés juifs étaient difficiles, un

énorme fossé culturel, religieux et politico-idéologique les séparant. Les premiers sionistes professaient effectivement des idées laïques et socialistes à forte teinte révolutionnaire russe. Il fallut plusieurs décennies pour que l'antagonisme entre les deux *yishouv* disparût.

précision, ce terme désigne toute la communauté juive) se développa significativement. Si les juifs composaient 11,2 % (84 000) de la population de 1922, ils étaient 33,2 % (650 000) en 1947.

Le *yishouv* s'organisa, se dotant de structures politiques, éducatives et



Quant au « nouveau *yichouv* », il fut constitué grâce aux six *alyas* laïques (et à un sursaut de natalité), causées à chaque fois par des événements majeurs : les pogroms russes, la déclaration de Balfour, les mesures anti-juives, l'antisémitisme ou le nazisme. Ce n'est cependant qu'à partir des années 1930 que le poids démographique du *yishouv* (sans

paramilitaires parmi lesquelles une organisation se distingua, la *Haganah* (1920-1948), ancêtre de *Tsahal*, l'armée israélienne.

Appuyés par les pays arabes, les Palestiniens réagirent violemment à la constitution du *yishouv*, et cela se solda par des émeutes, comme celles de 1929, une révolte entre 1936-1939, visant directement les Anglais et demandant

la fin de l'immigration sioniste, et une guerre civile entre 1947-1948, qui engagea plusieurs pays arabes.

Du côté arabe, le projet sioniste apparaissait comme la renaissance juive sur les débris de la nation dont la Palestine était le cœur. Ainsi Rachid Rida écrivait en 1913 : « Que celui qui ne connaît pas l'histoire et la religion de la nation (juive) sache que les sionistes, s'ils parviennent à leurs fins, ne garderont ni musulmans ni chrétiens sur la "Terre promise" où ils projettent de fonder leur nouvel État. » Plusieurs mouvements représentèrent les Palestiniens, comme les *Comités islamo-chrétiens* ou le grand mufti de Jérusalem, Mohammad Amin al-Husseini. Acteur majeur, ce dernier s'afficha aux côtés de Hitler, fut banni par les Anglais après la révolte et joua un rôle durant la guerre civile. Son image était trouble même dans le camp des Arabes.

Les Palestiniens menèrent une lutte armée qui connut des tournures islamistes, comme ce fut le cas avec l'une des figures emblématiques de la résistance palestinienne, Izz al-Din al-Qassam. Antisioniste, il visait l'établissement d'un État islamique par le *jihad armé*, option minoritaire dans une Palestine nationaliste arabe.

Déclaration de Balfour et Mandat britannique

Dans une lettre datée du 2 novembre 1917, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, Lord Arthur Balfour, s'adressa à Lord Lionel Rothschild, figure juive britannique sioniste majeure. Il y exprimait la

volonté du Royaume-Uni d'aider à l'établissement, en Palestine, d'un « foyer national pour le peuple juif », tout en garantissant les « droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ». Largement saluée par les sionistes, cette déclaration fut rejetée par les Palestiniens et les Arabes qui y virent une contradiction avec le soutien apporté par les Anglais à la révolte arabe contre les Ottomans (1916-1918), ainsi qu'une spoliation de la terre palestinienne.

Un mois plus tard, le Royaume-Uni chassait les Ottomans de la Palestine et obtenait, à partir de 1920, un mandat de la Société des Nations, visant l'application de la Déclaration de Balfour. C'est sous ce mandat, qui prit fin en 1948, que les événements locaux les plus dramatiques eurent lieu. Cependant, il est nécessaire de souligner que la puissance mandataire n'octroya pas au *yishouv* un appui indéfectible comme le supposent certains discours arabes antisionistes. Voulant garder les Arabes dans son camp durant la Seconde Guerre mondiale, elle annonça, dans son livre blanc de 1939, pour les satisfaire, la création d'un État palestinien indépendant et unitaire dans les dix ans. Cela s'accompagna d'un ralentissement de l'immigration juive, provoquant de la part de groupes armés juifs comme l'*Irgoun* ou *Stern*, des actes de violences contre la puissance mandataire. La situation se compliquait nettement, augurant d'une crise.

Indépendance d'Israël et Nakba

Dans l'impasse, les Britanniques

transmirent, le 18 février 1947, le dossier de la Palestine à l'ONU qui vota, le 29 novembre 1947, le plan de son partage. La résolution 181 prévoyait sa partition en trois entités : un État juif, un État arabe et *un corpus separatum*, la ville de Jérusalem et sa banlieue proche, sous contrôle international.

Accepté par le *yishouv*, ce plan fut rejeté par les Arabes (Haut Comité arabe palestinien et Ligue arabe) qui prônaient un État palestinien unitaire avec des garanties pour sa minorité juive. Le lendemain, la guerre civile éclata et dura

concentrés sur l'opération de retrait de leurs effectifs (100 000). Les pertes étaient lourdes des deux côtés ainsi que les violences et les crimes contre les civils. Avril 1948 constitua un tournant lorsque les forces juives reçurent des armes tchécoslovaques qui leur permirent de déclencher le plan *dalet*, prévoyant de garantir une continuité territoriale entre les localités juives, et causant la destruction de villes et villages arabes, dont Haïfa et Jaffa. Cela se solda par un exode palestinien qui constitue le problème, toujours actuel,

EN CHIFFRE

Le poids démographique de la communauté juive

- **11,2 % (84 000)** de la population en 1922
- **16,9 % (175 000)** de la population en 1931
- **27,9 % (386 000)** de la population en 1937
- **33,2 % (650 000)** de la population en 1947

jusqu'au 15 mai 1948. Du côté juif, plusieurs groupes armés combattaient pour sécuriser la zone attribuée par l'ONU avec, à leur tête, la *Haganah*. Du côté arabe, les forces palestiniennes de l'Armée du saint *jihad*, fondée par le grand mufti de Jérusalem, étaient soutenues par l'Armée de la libération arabe, composée de volontaires de différents pays arabes.

Les Britanniques, qui n'intervenaient que ponctuellement, étaient surtout

des réfugiés et qui concernait à l'époque 750 000 personnes.

Le 14 mai 1948, jour du retrait des Anglais, David Ben Gourion, Premier ministre, proclama l'indépendance de l'État d'Israël, réalisant le rêve sioniste de Theodor Herzl. Le lendemain, cinq pays arabes déclaraient la guerre à Israël : la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, l'Irak et le Liban. Ce fut le début du conflit israélo-arabe. Les deux premiers États étaient les plus impliqués : si le

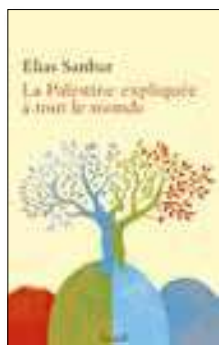
but annoncé était la destruction d'Israël, leurs visées réelles étaient l'occupation des territoires palestiniens. Objectif réalisé avec un net avantage pour la Jordanie qui contrôla le Cisjordanie et Jérusalem-Est, alors que l'Égypte dut se contenter de la bande de Gaza. Le 23 septembre 1948, les Palestiniens formèrent à Gaza un Gouvernement arabe de toute la Palestine. Sans reconnaissance internationale ni pouvoir réel, et vassalisé par l'Égypte, il disparut en 1959.

Les combats cessèrent le 7 janvier 1949 débouchant sur des négociations et la signature d'armistices. Israël sortit vainqueur, gardant les territoires conquis qui dépassaient de loin ce que

l'ONU avait prévu pour l'État juif qui contrôlait désormais 78 % de la Palestine mandataire, au lieu de 54 %. Le drame de l'exode palestinien lors de la proclamation de l'indépendance d'Israël et tous les événements afférents, est désigné par le terme *Nakba*, popularisé par l'intellectuel palestinien grec-orthodoxe Constantin Zureik. Elle fait partie de la conscience arabe et symbolise une blessure qui est, sinon instrumentalisée, de plus en plus oubliée, mutations proche-orientales obligent.

Changements et constantes...

Depuis 1948, le problème palestinien demeure, rappelé constamment par la

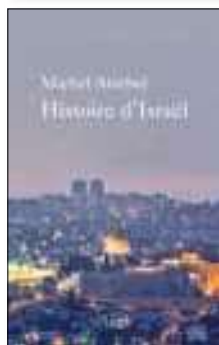


La Palestine expliquée à tout le monde

Elias Sanbar

Ed du Seuil, 2013, 112 pages, 8 €

À ceux qui disent ne rien comprendre au « conflit israélo-palestinien », Elias Sanbar répond en restituant la continuité d'une histoire – depuis le mandat britannique à partir de 1917 jusqu'à aujourd'hui – que tant de commentaires ont souvent faussée ou étouffée.



Histoire d'Israël

Michel Abitbol

Perrin, Coll. Pour l'Histoire, 2018, 800 pages, 30 €

Dans cette vaste synthèse, Michel Abitbol retrace l'histoire d'Israël, de sa naissance, en 1948, à nos jours. S'appuyant sur des sources variées et solides, il apporte les éléments indispensables permettant d'appréhender dans toute sa complexité l'histoire de l'État juif.

réalité des réfugiés dans différents pays arabes, par la violence fréquente entre Israéliens et Palestiniens et par la présence de la cause palestinienne au cœur du discours dudit « Axe de la résistance » (Iran, Syrie, Hezbollah libanais, Hamas et autres alliés).

Depuis 1948, la configuration géopolitique du monde arabe a changé. Les ennemis principaux d'Israël ne sont plus les

mêmes. L'Égypte

(1979) et la Jordanie

(1994) ont signé des

traités de paix. L'Irak

est hors-jeu, et la Syrie

exsangue à cause de

la guerre depuis 2011.

En Palestine, de

nationaliste arabe,

la résistance armée

est devenue principa-

lement islamiste. Au

Liban, victime d'une

division diamétrale

qui oppose deux

camps aux allé-

geances et projets

politiques contradic-

toires, le *Hezbollah*,

vassal de l'Iran, constitue une menace de

taille pour Israël. Quant aux pays du

Golfe, si deux d'entre eux ont signé des

accords de paix, les rapprochements

officiels de plusieurs États avec Israël,

dont l'Arabie Saoudite, ne relèvent plus

du mystère. Enfin, l'allié d'hier, l'Iran,

stationné au Liban, en Syrie et à

Gaza, est devenu l'ennemi principal

d'aujourd'hui.

Depuis 1948, les choses ont aussi changé

en Israël. Des transformations sociétales

et politiques de taille se produisent, se concrétisant par une montée des courants religieux d'obédiences multiples, et divisant la société entre religieux et laïques. Ces évolutions augurent de sérieuses fractures à l'avenir, pouvant modifier la nature même de l'État d'Israël, jadis porteur d'un idéal laïque.

Depuis 1948, tellement de changements

ont influencé le cours

du conflit qu'il n'est pas

possible de les évoquer

ici. La disparition de

l'URSS, la constitution

d'un monde uni-

polaire sous l'égide des

États-Unis et la montée

de l'islamisme en font

partie.

Cependant, depuis

1948, des constantes

demeurent : le drame

d'un peuple qui clame

son droit à sa terre, la

pérennité d'un conflit

destructeur dont on

trouve les traces,

directes ou indirectes,

dans presque toutes les guerres de la région,

et la haine, le rejet et la construction

fantasmée de l'image de l'ennemi, freins

conséquents pour tout règlement.

Quelle solution y aura-t-il pour cet épineux

conflit aux racines européennes ? Si les fils

d'Abraham sont incapables d'ouïr les voix

de leur prophètes antiques, les appelant à

la paix – terme à la racine commune, en

arabe et en hébreu, *salam*, *shalom* –, y

aura-t-il un jour un prophète des temps

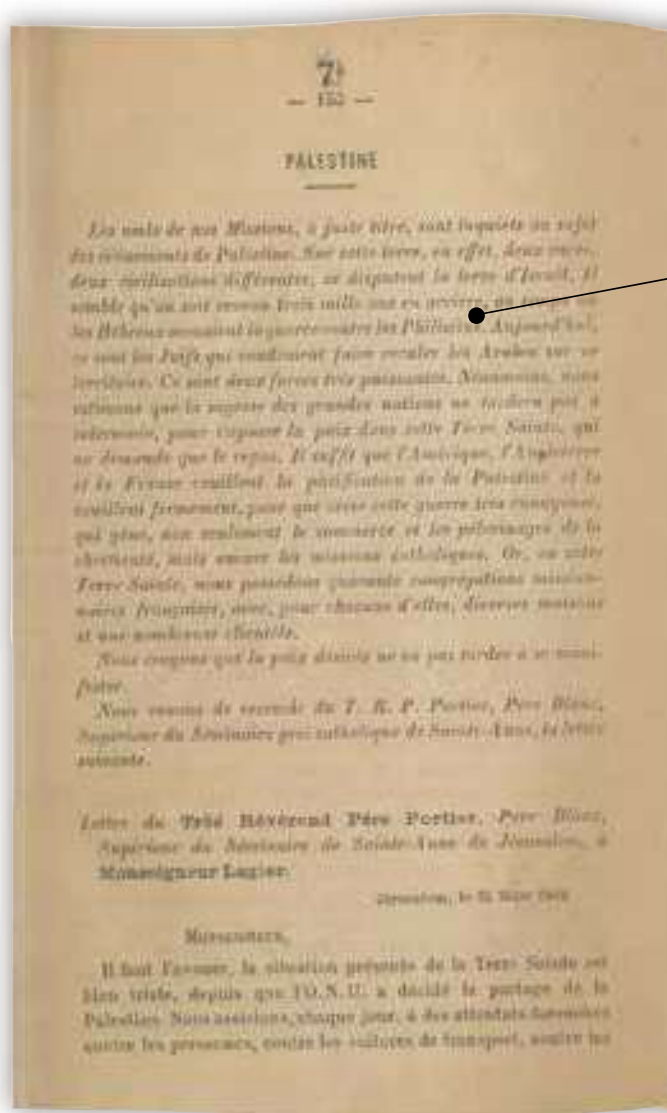
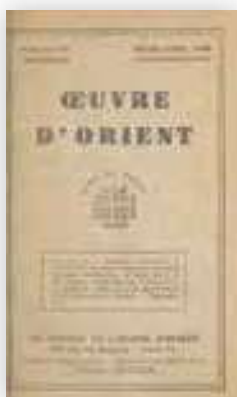
modernes qui les guidera ?

*« Le sort
du monde entier
dépendra
de l'issue finale
de cette lutte
entre
deux peuples
représentant
des principes
opposés. »*

Negib Azoury (1873-1916)

... MARS-AVRIL 1948

Chaque numéro, nous présentons un extrait des premiers bulletins de l'Œuvre d'Orient qui relate un moment de la vie des chrétiens d'Orient. À retrouver sur gallica.bnf.fr



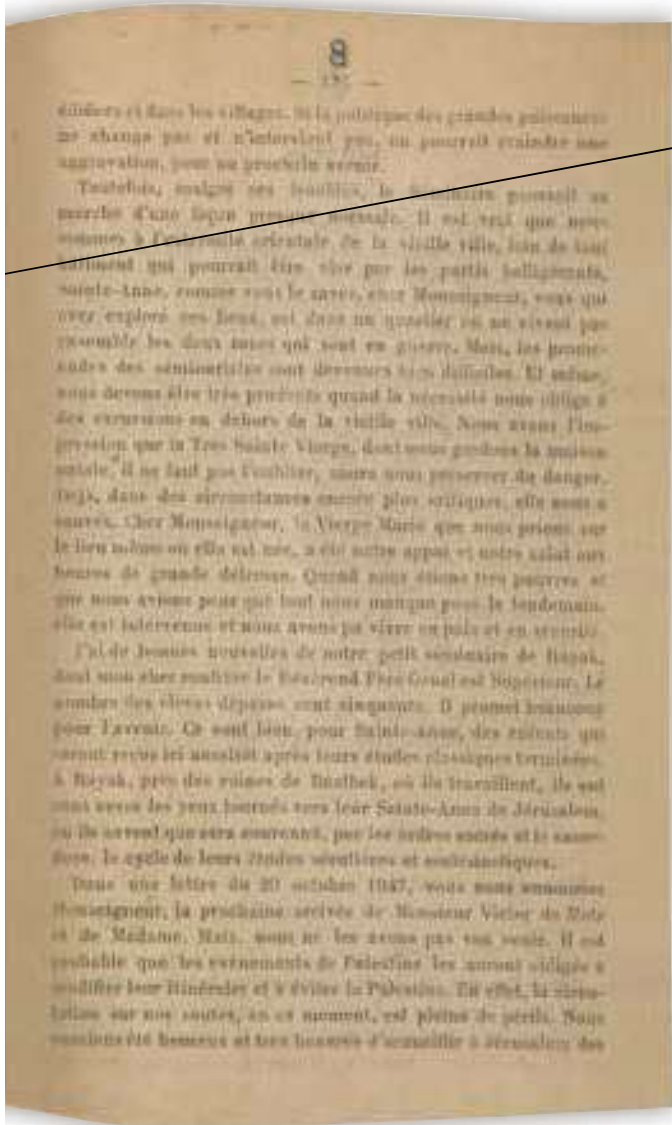
À l'origine du conflit israélo-palestinien

Cet extrait concerne une période cruciale opposant juifs et arabes en Palestine mandataire, allant du vote de l'ONU (1947) allant du vote de l'ONU (1947), pour sa partition, à la proclamation de l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948.

Le 19 novembre 1947, l'ONU approuva par la résolution 181 le plan de partage de la Palestine mandataire, prévoyant sa partition en trois entités : un État juif, un État arabe et un *corpus separatum* (internationalisation de Jérusalem et de sa banlieue proche).

Soutenu par le Saint-Siège, ce dernier visait la protection des lieux saints.

Si le plan de l'ONU fut accepté par la majorité des juifs, la communauté arabe palestinienne le rejeta très largement, et fut soutenue par la Ligue arabe dont faisaient partie, entre



“

***Sur cette terre,
en effet, deux races,
deux civilisations
différentes,
se disputent
la terre d'Israël.
Il semble qu'on soit
revenu trois mille ans
en arrière, au temps
où les Hébreux
menaient la guerre
contre les Philistins.
Aujourd'hui, ce sont
les Juifs qui
voudraient faire
reculer les Arabes
sur ce territoire. »***

Mgr Charles Lagier

autres, l'Émirat de Transjordanie (la Jordanie actuelle), la République syrienne, le Royaume d'Égypte et le Royaume d'Irak. La conséquence directe de ces événements fut le déclenchement d'une guerre civile opposant juifs et arabes, du 30 novembre 1947 au 14 mai 1948. Elle eut lieu durant les six derniers mois du mandat britannique. Les phrases de Monseigneur Lagier font état de cette confrontation dans un langage de l'époque, rappelant le parallélisme courant qu'on fit entre Philistins et Palestiniens. Son évocation des missions catholiques montre l'importance, pour l'Église catholique, de la

constitution du *corpus separatum*, qui ne vit d'ailleurs jamais le jour.

Quant à la lettre du Père Portier, elle évoque à travers des mots timides la violence qui a lieu sur place, et qui coûte la vie à nombre d'innocents, tous bords confondus. Les réflexions du supérieur du séminaire grec catholique de Saint-Anne étaient malheureusement pertinentes. Les craintes d'une « aggravation » de ce conflit se sont avérées, d'autant plus qu'on attend toujours une solution à l'un des plus anciens conflits de nos temps, plus de sept décennies plus tard.

Antoine Fleyfel